

BUDGET PRINCIPAL

Service de Contrôle de Légalité

Acte n° : 2026067 avec 0 pièce(s) jointe(s)
Date de décision : 16/03/2026
Objet : CONSTITUTION DE PARTIE CIVILE PROTECTION FONCTIONNELLE

Nature : Délibérations

Matière : Institutions et vie politique - Decision d ester en justice

Date de télétransmission : 23/03/2026 Agent de transmission : AUTOMATE

Acte : 2026=067 Constitution de partie civile = Protection fonctionnelle.pdf

Annexes :

Transmis par les services de la plate-forme MAGITEL-CL

12, rue des Petits Ruisseaux, 91370 Verrières Le Buisson +33 1 69 53 68 68 www.telino.com



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Accusé de Réception

LA PREFECTURE

DEPARTEMENT 031

Identifiant de l'acte : 031-283100014-20260316-2026067-DE

Date de réception de l'acte par la Préfecture : 23/03/2026

DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS

Présents :	5
Représentés :	0
Excusés :	0
QUORUM	3

SÉANCE DU 16 MARS 2026

L'an deux mille vingt-six, au jour du seize mars à quatorze heures, le bureau du conseil d'administration s'est réuni au service départemental d'incendie et de secours, sur convocation de son président, Monsieur Gilbert HÉBRARD en date du 9 mars 2026.

Étaient présents : HÉBRARD Gilbert, BAYLAC Sandrine, LLORCA Jean-Louis, BOUCHE Joël, POUMIROL Émilienne

Étaient excusés :

OBJET : Constitution de partie civile - Protection fonctionnelle

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L1424-30 ;
Vu le code général de la fonction publique, notamment les articles L134-1, L134-5 et suivants ;
Vu le code de la sécurité intérieure, notamment l'article L113-1 ;
Vu le code de procédure pénale notamment l'article 418 et suivants ;
Vu le code pénal ;

Considérant que :

- En date du 29 janvier 2026, le centre de traitement de l'alerte a été destinataire d'un appel d'une personne de sexe masculin pour un secours à personne sur la commune de Castanet-Tolosan.
- Le requérant ordonne dès le départ de lui envoyer une ambulance. L'opérateur tente d'obtenir les renseignements nécessaires à l'envoi des secours mais le requérant crie sans cesse et devient rapidement insultant.
- Malgré tout, l'opérateur envoie les secours à l'adresse indiquée.

Au regard de ces éléments, un dépôt de plainte a été réalisé au commissariat.

ENTENDU le rapport de Madame Nathalie PEREZ,

APRÈS en avoir délibéré,
Les membres du bureau du conseil d'administration, à l'unanimité,

CONFIRMENT au-delà de la protection fonctionnelle accordée à l'agent, la constitution de partie civile du SDIS 31 à ses côtés ;

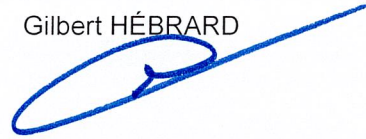
Transmis en Préfecture, affiché et certifié exécutoire le **23 MARS 2026**, identifiant de la délibération
Cette délibération sera publiée dans le prochain recueil des actes administratifs du SDIS Haute-Garonne
La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Toulouse, dans un délai de deux mois, à compter de sa date de notification et de publication.

AUTORISENT la prise en charge financière de ce dossier ;

DÉSignent le cabinet BOMSTAIN sis allées Jean Jaurès à Toulouse pour la défense des intérêts de l'entier dossier.

Le Président du conseil d'administration
du service départemental d'incendie et de secours
de la Haute-Garonne,

Gilbert HÉBRARD



23 MARS 2026

Transmis en Préfecture, affiché et certifié exécutoire le....., identifiant de la délibération

Cette délibération sera publiée dans le prochain recueil des actes administratifs du SDIS Haute-Garonne

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Toulouse, dans un délai de deux mois, à compter de sa date de notification et de publication.

secretariatdir@sdis31.fr • www.sdis31.fr

49, chemin de l'Armurié
CS 80123 • 31772 Colomiers Cedex